

LES ANTECEDENTS POLITIQUES
DE LA CRISE RWANDAISE DE 1994

RAPPORT D'EXPERTISE REDIGE A LA DEMANDE DU
TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES
SUR LE RWANDA

DOCUMENT II

par André Guichaoua
Professeur
Université des Sciences et Technologies de Lille
(France)
Arusha (Tanzanie)
Avril 1997

SOMMAIRE

1. Eléments chronologiques.....	3
2. Eléments bibliographiques généraux.....	14
3. <i>Travaux et articles rédigés par l'auteur du rapport</i>	<i>[partie manquante]</i>
4. <i>Annexes</i>	<i>[partie manquante]</i>

Annexe 1 : Données historiques sur les relations entre Hutu, Tutsi et Twa durant la période précoloniale (document rédigé par Mme Claudine Vidal)

Annexe 2 : Proclamation du 5 juillet 1973 du Commandant T. Lizinde

Annexe 3 : Sur la création du MRND (extrait de James K. Gasana, *Du Parti-État à l'État-garnison*, 1997 (en cours de publication)

Annexe 4 : Message du chef de l'État rwandais à la nation, Kigali, le 15 octobre 1990

Annexe 5 : Le massacre des Bagogwe (1991)

Annexe 6 : Message du chef de l'État rwandais à la nation, Kigali, le 13 novembre 1990

Annexes 7 : La multiplication des partis de la Mouvance présidentielle

Annexe 8. : Sur la formation des mouvements de jeunesse (extrait de James K. Gasana, *Du Parti-État à l'État-garnison*, 1997 (en cours de publication)

Annexes 9 : Les massacres dans le Bugesera (1992)

Annexes 10 : Manifestations, milices et autodéfense

Annexes 11 : L'affaire Léon Mugesera et la démission du ministre de la Justice, Stanislas Mbonampeka (1992-93)

Annexe 12 : Communiqué entre les FCD et le FPR (3 juin 1992)

Annexe 13 : Communiqué du MDR du 1er juillet 1992

Annexes 14 : La Commission internationale d'enquête sur la violation des droits de l'homme au Rwanda (1993)

Annexe 15 : Lettre du MDR au ministre de l'Intérieur (30 juillet 1991)

Annexes 16. : La crise du MDR de juillet 1993 et son éviction des instances de la transition

Annexe 17 : Communiqué de presse du CDR du 23 novembre 1993

Annexe 18 : Lettre au Premier ministre du 14 janvier 1994

Annexe 19 : Communiqué du FPR du 28 février 1994

Annexe 20 : La place du MINADEF dans le GTBE

Annexe 21 : Communiqué des évêques catholiques du Rwanda du 24 mars 1994

1. ELEMENTS CHRONOLOGIQUES

La période coloniale

À partir de 1887 : Accords de Berlin, puis en **1890** début de la phase de conquête proprement dite par les Allemands

1897 Création de Usumbura, transformé en chef-lieu de district englobant le Ruanda et l'Urundi

1898 Ouverture de la première mission des Pères Blancs à Muyaga (dans le Buyogoma au Burundi)

1906 Création de deux nouveaux districts (Kitega et Kigali) et autonomisation administrative des deux ensembles ruandais et burundais

1912 Création du premier vicariat apostolique du Kivu regroupant le Ruanda et l'Urundi à Kabgayi (Ruanda)

1916 Les troupes belges chassent les Allemands et occupent l'Urundi et le Ruanda

1921 La Société des nations confie à la Belgique le "Mandat" sur le Ruanda-Urundi

1925 Annexion administrative au Congo du territoire du Ruanda-Urundi sous mandat belge, fixation des frontières actuelles à l'ouest avec l'actuel Zaïre et à l'est avec les colonies anglophones

1931 Introduction de la carte d'identité mentionnant l'ethnie

1945 Transformation par l'ONU du "Mandat" en "Tutelle"

1955 Nomination de Jean-Pierre Harroy comme Gouverneur du Ruanda-Urundi

1956 Nomination de Mgr André Perraudin à la tête de l'Église du Rwanda

1957 Rwanda : 24 mars : publication du Manifeste des Bahutu

La période troublée des indépendances

1959

Rwanda

- 11 février : "Mandement de Carême" de Mgr Perraudin sur la Charité, demandant la justice sociale dans le pays. Son message sera interprété comme un nouveau choix ethnique de l'Église catholique en faveur des Bahutu

- 25 juillet 1959 : mort suspecte du Roi Mutara Rudahigwa à Bujumbura et succession contestée

- août-septembre : création de plusieurs partis politiques

- novembre : jacqueries paysannes hutu, mise en place avec l'appui des autorités coloniales de nouveaux cadres administratifs (majoritairement hutu) dans les communes

Zaïre

- 30 juin : proclamation de l'Indépendance

- 13 septembre : 1ère prise de pouvoir par le colonel Mobutu

1960

Rwanda

- juin : large majorité des partis hutu aux élections communales

1961

Burundi

- 13 octobre : assassinat du Prince Louis Rwagasore

Rwanda

- 28 janvier 1961 : proclamation de la "République de Gitarama" par l'opposition hutu et constitution d'une Assemblée législative
- 25 septembre : confirmation des nouvelles autorités par des élections législatives

Zaïre

- 17 janvier : assassinat de Patrice Lumumba suivi du retrait de Mobutu

1962

- 1er juillet 1962 : proclamation de l'indépendance du Burundi et du Rwanda

1965

Burundi

- janvier : assassinat du Premier ministre hutu Pierre Ngendandumwe

Zaïre

- 24 novembre : le colonel Mobutu se fait nommer chef de l'État

1966

Burundi

- 28 novembre : le prince Ntare V, est renversé, promulgation de la 1ère République par le capitaine Michel Micombero

1972

Burundi

- avril-juin : massacres interethniques qui feront entre 100 et 300 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés essentiellement hutu

La consolidation de pouvoirs "forts" dans la région des Grands Lacs

1973

Rwanda

- février : affrontements ethniques et exode important de populations tutsi
- 5 juillet : coup d'État militaire du major Juvénal Habyarimana et avènement de la 2e République

Juvénal Habyarimana est né le 8 mars 1937 dans la préfecture de Gisenyi. Entré à l'École des Officiers de Kigali, il en sort major de la première promotion en décembre 1960. Il gravira ensuite tous les échelons de la hiérarchie militaire et deviendra l'homme de confiance du président Grégoire Kayibanda. Étant le militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé, il se retrouvera à la tête du Comité pour la Paix et l'Unité nationale, organisateur du putsch

1975

Rwanda

- 5 juillet : fondation du MRND, dissolution du Comité pour la Paix et l'Unité nationale composé des "Camarades du 5 juillet"
- 18 juillet : signature à Kigali par le chargé d'affaires français, Pierre Delabre, et le ministre des Affaires Étrangères, Aloys Nsekaliye, d'un "accord particulier d'assistance militaire" concernant l'organisation et l'instruction de la gendarmerie rwandaise

1976

Burundi

- 1er novembre : coup d'État du colonel Jean-Baptiste Bagaza et instauration de la 2e République

1978

Rwanda

- 19 décembre : référendum constitutionnel
- 24 décembre : première élection présidentielle du Président Juvénal Habyarimana

1979

Rwanda

- décembre : premières élections législatives de la 2e République

1980

Rwanda

- avril : tentative de coup d'État de Théoneste Lizinde
- décembre : départ à l'étranger d'Alexis Kanyarengwe

1981

Burundi

- septembre : référendum constitutionnel

1982

Burundi

- octobre : élections législatives

Rwanda

- octobre : expulsion vers le Rwanda de 40 à 45 000 ressortissants banyarwanda installés en Ouganda et fuite de nombreux autres vers la Tanzanie et le Zaïre

1983

Rwanda

- 19 décembre : réélection du président Juvénal Habyarimana par 99,98 % des voix

1986

Ouganda

- 23 janvier : prise de Kampala par la NRA de Yoweri Museveni

L'affirmation des "sociétés civiles"

1987

Burundi

- 1er juillet : Jubilé, 25e anniversaire de l'Indépendance
- 3 septembre : coup d'État militaire et avènement de la 3e République du major Pierre Buyoya

Rwanda

- 1er juillet : Jubilé, 25e anniversaire de l'Indépendance accompagnée d'une large amnistie présidentielle (environ 4 000 prisonniers sont libérés). Le FPR, Front Patriotique Rwandais, se met en place en Ouganda

1988

Burundi

- août : affrontements ethniques et intervention brutale de l'armée dans les communes de Ntega et Marangara au nord du pays ; entre 10 et 20 000 victimes sont à déplorer et 60 000 réfugiés fuient vers le Rwanda
- 4 octobre : installation de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité nationale
- 18 octobre : nomination d'un Premier ministre hutu, Adrien Sibomana, et d'un gouvernement à "parité ethnique"

Rwanda

- 5 février : discours du Président Habyarimana à Semuto en Ouganda et création d'un Comité ministériel conjoint rwando-ougandais sur le problème des réfugiés rwandais
- 17 août : Conférence internationale des réfugiés rwandais à Washington
- 19 décembre : réélection pour un troisième mandat de cinq ans du Président Juvénal Habyarimana (99,8 % des suffrages)
- 26 décembre : élections pour le renouvellement du CND, Conseil national du développement

1989

Burundi

- 13 mai : présentation du rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité nationale

Ouganda

- février : élections sur l'ensemble du territoire pour le renouvellement des Conseils de Résistance

Rwanda

- 15 janvier : mise en place d'un nouveau gouvernement et présentation par le Président Habyarimana du programme gouvernemental 1989-1994
- 9 février : arrêté présidentiel portant création de la Commission Spéciale sur les problèmes des émigrés rwandais (président : Gaspard Sezikeye) et 1ère réunion du Comité ministériel rwando-ougandais
- février : nouvelle amnistie présidentielle (environ 3 000 prisonniers sont libérés)
- 14 novembre : 2e réunion du Comité ministériel rwando-ougandais

1990

Création des premières associations de défense des droits de l'homme au Burundi (ITEKA puis SONERA au début 1991) et au Rwanda (ARDHO)

Burundi

- mai : présentation de la Charte de l'Unité nationale et création du Conseil économique et social
- septembre : voyage du pape Jean-Paul II
- 27/29 décembre : Congrès National Extraordinaire Élargi du Parti U.PRO.NA.

Rwanda

- mai : publication du rapport de la Commission Spéciale sur les problèmes des émigrés rwandais
- 27-30 juillet : mise au point par la Commission Spéciale sur les problèmes des réfugiés rwandais avec la participation de représentants du HCR et de l'OUA d'un "Plan d'opérations en vue du règlement définitif de la question des réfugiés rwandais vivant en Ouganda"
- septembre : publication d'une lettre de "33 intellectuels" réclamant la démocratie et le multipartisme ; voyage de Jean-Paul II ; constitution de la "Commission nationale de Synthèse" chargée d'élaborer un projet de Charte Politique Nationale
- 1er octobre : attaque du Front Patriotique Rwandais-*Inkotanyi*. Parallèlement aux affrontements militaires, des milliers d'opposants présumés de l'intérieur seront arrêtés
- 17-19 octobre : rencontre de Dar-es-Salaam entre les présidents de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie et signature des accords de Mwanza
- 23-24 octobre : rencontre de la CEPGL à Gbadolite, prolongée le 26 octobre avec le Président ougandais ; à la fin du mois, le FPR reflue vers l'Ouganda

Les interventions militaires étrangères

Après la faillite de l'intervention zairoise et le retrait des troupes belges, l'appui militaire français sera décisif dans la "victoire" des FAR. Se substituant à l'appui traditionnel de la Belgique aux forces armées rwandaises, la France s'engagera au Rwanda d'octobre 1990 à décembre 1993 (le détachement militaire Noroît comptera jusqu'à 680 militaires) et soutiendra activement le régime du Président Juvénal Habyarimana confronté aux attaques de l'APR (importantes livraisons de matériels militaires, entraînement d'unités des FAR et de la Garde présidentielle).

- 20 novembre : rencontre des chefs d'État rwandais et ougandais à Cyanika (Rwanda) et sommet des chefs d'État de la CEPGL à Goma
- 28 décembre : publication d'un avant-projet de Charte politique instaurant le multipartisme

Tanzanie

- mai : abandon par Julius Nyerere de la présidence du parti unique (*Chama cha Mapinduzi*) et nomination à sa tête de Ali Hassan Mwinyi. Lancement du débat sur le multipartisme
- octobre : réélection de A.H. Mwinyi comme président de la République

Zaïre

- 24 avril : avènement d'une "IIIe République" instaurant un multipartisme "à trois"
- 6 octobre : reconnaissance du multipartisme intégral

1991

Burundi

- 2 février : approbation par référendum de la Charte de l'Unité
- 23 novembre-décembre : affrontements entre des maquisards du Palipehutu et les forces de l'ordre à Bujumbura et dans les provinces de Cibitoke et Bubanza

Rwanda

- 23 janvier : attaque par le FPR de la ville de Ruhengeri
- janvier/février : massacre des Bagogwe dans la région des Volcans

- 4 février : constitution d'un nouveau gouvernement MRND sous la pression des éléments conservateurs
- 19 février : sommet de Dar-es-Salaam réunissant les chefs d'État du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda, de la Tanzanie, le premier ministre zaïrois, le secrétaire général de l'OUA et le directeur des Relations extérieures du HCR et déclaration de Dar-es-Salaam sur les "Solutions durables au problème des réfugiés rwandais"
- 29 mars : accord de cessez-le-feu signé à N'sele au Zaïre sous la supervision de l'OUA, puis libération de la plupart des 3 500 civils tutsi victimes des rafles policières d'octobre 1990 encore emprisonnés
- 28 avril : congrès extraordinaire du MRND qui adopte de nouveaux statuts
- 10 juin : adoption de la nouvelle Constitution instaurant le multipartisme
- 18 juin : promulgation de la loi sur les partis politiques et création du MDR, du PSD et du PL qui seront ensuite agréés en août
- 8-9 septembre : sommet sous-régional sur la crise rwandaise organisé à Gbadolite réunissant les présidents burundais, nigérian, rwandais et zaïrois, le secrétaire général de l'OUA, le premier vice-président tanzanien et le ministre des Affaires Étrangères ougandais
- 13 octobre : nomination d'un nouveau premier ministre, M. Sylvestre Nsanzimana (ex-ministre de la Justice) et tentatives répétées de formation d'un nouveau gouvernement
- 7 novembre : violences ethniques dans la commune de Murambi
- 1er décembre : parution au Journal officiel d'une loi sur la presse; le presbytérium de Kabgayi publie une lettre critique intitulée "Convertissons-nous pour vivre ensemble dans la paix" qui connaît un grand retentissement dans le pays
- 13-15 décembre : publication des lois "portant amnistie générale et voie de solution au problème des réfugiés" et "portant amnistie de certaines infractions"
- 31 décembre : formation d'un nouveau gouvernement "MRND" (+ 1 PDC) sous la direction du premier ministre Sylvestre Nsanzimana

Zaïre

- 7 août : ouverture de la Conférence nationale
- 29 septembre : nomination de Étienne Tshisekedi comme premier ministre
- 21 octobre : nomination de Mungu Diaka comme nouveau premier ministre
- 25 novembre : nomination de Nguz Karl I Bond comme nouveau premier ministre

1992

Burundi

- 9 mars : approbation par référendum de la nouvelle Constitution pluraliste
- 4 avril : nomination d'un nouveau gouvernement sous la direction de M. Adrien Sibomana, reconduit comme premier ministre
- 15 avril : promulgation du décret-loi sur les partis politiques
- octobre : refus du gouvernement UPRONA de mettre en place un "gouvernement de transition"

Rwanda

- janvier : rencontre à Arusha des présidents Habyarimana et Museveni
- 16 janvier : lettre ouverte au président de la République signée par une centaine d'intellectuels en faveur d'une ouverture politique
- janvier-février : (3-1) les évêques protestants organisent une rencontre avec les représentants de tous les partis politiques; réunion secrète à Londres entre représentants de la CETA de Nairobi et du FPR et premiers contacts à Kigali entre la CETA, le MDR, le PL et le PSD; rencontre avec S. Nsanzimana, C. Bizimungu et le Président de la République suivie le 22-1

- d'une réunion de représentants d'églises de différentes confessions; le 27-1, une commission de 10 membres (5 évêques et abbés catholiques et 5 représentants des églises protestantes) engage avec les représentants de tous les partis des pourparlers qui s'étaleront jusqu'au 6 février
- 3 février : libération des premiers bénéficiaires de la loi d'amnistie
 - 10 mars : diffusion d'un tract annonçant l'assassinat de 20 personnalités hutu, début d'une vague de répression anti-tutsi et instauration de l'état de siège dans le Bugesera (communes de Kanzenze, Gashora, etc.)
 - 13 mars : protocole d'accord pour la formation du 2e gouvernement intérimaire (MDR, PL, PSD, MRND) + PDC
 - 3 avril : nomination comme premier ministre de Dismas Nsengiyaremye (MDR)
 - 16 avril : mise en place du 2e gouvernement de transition MRND, MDR, PL, PSD, PDC où le MRND est désormais minoritaire (9 postes pour 19 ministères)
 - 22 avril : le président Habyarimana quitte l'armée pour pouvoir être désigné candidat à la prochaine élection présidentielle
 - 25 avril : déclenchement des activités terroristes : bombe à la gare routière de Kigali
 - 28 avril : départ forcé de Ferdinand Nahimana de la direction de l'ORINFOR
 - 24 mai : 1ers contacts entre le gouvernement rwandais représenté par Boniface Ngulinzira, ministre des Affaires Étrangères, et le FPR à Kampala. Ébauche d'un calendrier de négociations
 - 29 mai : mutinerie de militaires dans les préfectures de Ruhengeri et Gisenyi accompagnée de pillages et massacres
 - 29 mai : début des pourparlers de paix FPR/MDR-PSD-PL à Bruxelles
 - 5 juin : accord de cessez-le-feu entre le FPR et les 3 partis de la coalition gouvernementale malgré l'opposition du MRND. Relance des combats entre le FPR et l'armée
 - 6-7 juin : Poursuite des négociations de paix à Paris et accord incluant le MRND
 - juin : mise à la retraite des chefs d'État-major de l'armée et de la gendarmerie et de nombreux officiers supérieurs, incapables de mettre fin aux mutineries et exactions de l'armée
 - 12, 26 juillet, 11 août : phases successives de négociations (Arusha, Addis-Abeba puis à nouveau Arusha) entre le gouvernement et le FPR sous l'égide de l'OUA
 - 1er août : cessez-le-feu effectif
 - 18 août : signature du 1er protocole d'accord sur "l'État de droit"
 - 20 août : nouveaux affrontements ethniques en préfecture de Kibuye
 - 26 août : signature par l'ambassadeur de France, Georges Martres, et le ministre des Affaires Étrangères, Boniface Ngulinzira, d'un avenant à l'accord d'assistance militaire de la France signé en 1975 élargissant son champ de compétence à l'ensemble de l'armée
 - 30 octobre : signature du 2e protocole d'accord sur le "Partage du pouvoir"

Zaire

- 15 août : élection par la Conférence nationale de M. Étienne Tshisekedi (UDPS) comme premier ministre
- 19 août : investiture de M. Étienne Tshisekedi, président de l'UDPS, en qualité de premier ministre
- 30 août : signature par le président Mobutu de l'ordonnance portant nomination des membres du gouvernement du nouveau premier ministre
- 1er décembre : révocation de M. Étienne Tshisekedi par le président Mobutu

Le blocage des "transitions démocratiques"

1993

Burundi

- 1er et 29 juin : élections présidentielles et législatives consacrant la victoire des candidats du FRODEBU
- 2 juillet : 1ère tentative de coup d'État
- 12 juillet : formation du gouvernement de Sylvie Kinigi, nouveau premier ministre
- 21 octobre : putsch militaire et assassinat du Président Ndadaye, demande d'aide urgente de para-commandos au Président Habyarimana au Rwanda, qui renvoie la demande aux autorités françaises. Elle restera sans suite. Arrestations de plusieurs hauts responsables de l'État dont certains sont aussitôt assassinés (Président et vice-président de l'Assemblée nationale, directeur général de la Documentation, etc.). Mise en place d'un Comité de salut public avec à sa tête François Ngeze, hutu, ancien ministre de l'Intérieur qui convoque les responsables de certains partis politiques. Des actes de résistance aux forces armées et des massacres de population tutsi commencent dans l'après-midi.
- 22 octobre : autoproclamation à Kigali d'un "gouvernement burundais provisoirement en exil" par Jean Minani, ministre de la Santé ; le premier ministre, Sylvie Kinigi, et plusieurs autres membres du gouvernement rejoignent l'ambassade de France qui devient *de facto* siège du gouvernement
- 23 octobre : violences anti-Tutsi principalement dans les fiefs du FRODEBU (Kayanza, Gitega, Karuzi) ; F. Ngeze et le chef d'État-Major condamnent publiquement la tentative de putsch
- 26 octobre : 270 000 réfugiés sont recensés au Rwanda, 60 000 en Tanzanie, 15 000 au Zaïre
- 28 octobre : annonce par le premier ministre, Sylvie Kinigi, et l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, James Jonah, de l'échec du coup d'État ; réunion au sommet à Kigali organisé par le président Habyarimana en présence du premier ministre tanzanien, John Malecela, du premier ministre zaïrois, Faustin Birindwa, du secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim
- 8/11 : constat de la vacance du poste de président de la République par la Cour Constitutionnelle, le pouvoir est confié au gouvernement qui l'exerce "collégalement"
- 19/11 : décision de l'OUA d'envoyer un contingent de 200 hommes (MIPROBU) pour une durée de six mois et de créer une commission internationale d'enquête sur "le coup d'État manqué et les assassinats qui ont eu lieu"
- 29/11 : arrivée de M. Ahmedou Ould Abdallah, médiateur des Nations unies. Le HCR dénombre 659 000 réfugiés : 375 000 au Rwanda, 245 000 en Tanzanie, 39 000 au Zaïre ainsi que 150 000 déplacés à l'intérieur du pays
- 23/12 : élection de Sylvestre Ntibantunganya à la tête de l'Assemblée nationale, ce qui lui permet d'assurer l'intérim de la présidence de la République

Rwanda

- 20/22 janvier : manifestations du MRND dans l'ensemble du pays et massacres de Tutsi et d'opposants dans les préfectures de Gisenyi, Ruhengeri, Kibuye et Byumba
- 1er février : rencontre entre les présidents Habyarimana et Museveni à Entebbe
- 8 février : violation du cessez-le-feu par le FPR et attaque massive dans les sous-préfectures de Kirambo et Kinyihura (préfectures de Byumba et Ruhengeri) en réponse aux troubles ethnico-politiques de janvier. Un million de "déplacés" s'entassent autour de Kigali
- 6 mars : négociation à Dar-es-Salaam entre une délégation gouvernementale rwandaise conduite par le premier ministre, Dismas Nsengiyaremye, et le président du FPR, Alexis Kanyarengwe

- 30 mars : démission du Général-Major Juvénal Habyarimana, chef de l'État, de la présidence du parti MRND pour éviter le cumul des fonctions administratives et politiques
- 15 avril, reconduction pour trois mois du mandat du gouvernement de Dismas Nsengiyaremye
- 18 mai : assassinat d'Emmanuel Gapyisi, un des principaux dirigeants du MDR
- 9 juin : signature à Arusha du protocole d'accord sur les " réfugiés et déplacés "
- 22 juin : création de la mission d'observation Ouganda-Rwanda de l'ONU chargée de contrôler la frontière. Elle renforce le groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN) déjà mis en place par l'OUA
- 3-4 juillet : le congrès extraordinaire du MRND manifeste des divisions internes lors du renouvellement de ses dirigeants
- 18 juillet : entrée en fonction du gouvernement de Mme Agathe Uwilingiyimana (MDR)
- 23 juillet : le MDR, réuni en congrès, exclut son président, Faustin Twagiramungu
- 3 août : mise au point à Arusha du protocole d'accord sur les "forces armées et autres dispositions"
- 4 août : signature de l'accord de paix d'Arusha entre le FPR et le gouvernement rwandais
- 5 août : Faustin Twagiramungu, est formellement reconnu comme premier ministre du gouvernement de transition à base élargie
- 25 août : assassinat de Fidèle Rwanbuka, ancien bourgmestre de Kanzenze
- 5 octobre : vote par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution n° 872 autorisant le déploiement de ses forces aux Rwanda.

La MINUAR, mission d'assistance des Nations unies au Rwanda prend la relève de la mission d'observation créée le 22 juin. Son mandat, fixé à 6 mois, consiste à surveiller le cessez-le-feu conclu le 8 février entre le gouvernement rwandais et le FPR, à contrôler le processus de rapatriement des réfugiés et de réinstallation des personnes déplacées, la démilitarisation de Kigali. Elle est composée initialement de 1 260 militaires dont 81 déployés à la frontière ougandaise. Dans sa première résolution de l'année 1994 (n° 893 du 6/1), l'envoi d'un bataillon supplémentaire est adopté à l'unanimité. Les 2 500 militaires qui la composent sont fournis par 24 pays et commandés par le général canadien Roméo Dallaire. Le Bangladesh en a fourni 937, le Ghana 841, la Belgique 428, etc. Lors de la mise en oeuvre des accords d'Arusha, le FPR avait refusé la participation de troupes françaises au contingent de la MINUAR, ce seront finalement des troupes belges qui en composeront le "noyau dur" jusqu'à leur retrait précipité devant l'ampleur des combats et l'assassinat de dix des leurs, le 22 avril. Beaucoup d'observateurs se sont alors interrogés sur la pertinence du choix de l'ancienne puissance coloniale.

- 1er novembre : début du déploiement des troupes de la MINUAR
- 11-20 décembre : intenses activités politiques au sein des formations de l'opposition (double congrès du PL, congrès du PSD, préparation d'un congrès spécial de réconciliation au MDR)
- 15 décembre : retrait du détachement militaire français "Noroît"
- 28 décembre : arrivée à Kigali des troupes et des représentants du FPR

Zaïre

- 25 mars : ordonnance présidentielle nommant M. Birindwa au poste de premier ministre
- 17 octobre : entretiens entre les présidents burundais, congolais, français, rwandais et zairois à Maurice sur la situation politique rwandaise et régionale

1994

Burundi

- 13 janvier : révision de la Constitution
- 14 janvier : élection de Cyprien Ntaryamira, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, à la Présidence de la République par l'Assemblée nationale (78 voix sur 79 votants) pour y achever le mandat interrompu du Président Ndadaye
- 19 janvier : signature de l'"Accord de Kigobe" qui précise les "intentions des divers partenaires en vue de cultiver la paix, la sécurité et la confiance entre les citoyens"
- 5 février : prestation de serment du Président de la République devant l'Assemblée nationale
- 7 février : nomination de Anatole Kanyenkiko comme premier ministre
- 4 mars : début des opérations de "désarmement des civils" par l'armée dans plusieurs quartiers de Bujumbura, affrontements et ratissage de l'armée à Kamengue (environ 200 victimes), troubles ethniques à Kinama et Cibitoke
- 8 mars : massacres de Tutsi à Tangara (Ngozi)
- 19-20 mars : plusieurs dizaines de morts lors d'affrontements à Bujumbura
- 21 mars : ordre est donné par un "conseil des ministres spécial" (auquel le ministre de l'Intérieur, Léonard Nyangoma, n'est pas invité) de désarmer les quartiers de Cibitoke et Nyakabiga (majoritairement hutu)
- 22-25 mars : violents affrontements dans ces mêmes quartiers de la capitale qui font de nombreuses victimes
- 4 avril : rencontre des présidents burundais, rwandais et zaïrois à Gbadolite
- Mercredi 6 avril : signature de l'"Accord de Kajaga" qui précise les "modalités pour la mise en oeuvre des missions prioritaires du nouveau gouvernement" dégagées dans le précédent document du 19 janvier. Sommet régional consacré aux crises burundaise et rwandaise à Dar-es-Salaam avec les présidents Arap Moï (Kenya), Habyarimana (Rwanda), Museveni (Ouganda), Mwindi (Tanzanie), Ntaryamira (Burundi), le président Mobutu ne s'y est finalement pas rendu. L'avion transportant les présidents Ntaryamira et Habyarimana est abattu au retour lors de l'atterrissage à Kigali. Outre le chef de l'État, figurent parmi les victimes burundaises Bernard Ciza (ministre d'État chargé de la Planification du Développement et de la Reconstruction, Cyriaque Simbizi (ministre des Communications et porte-parole du Gouvernement). Mise en place d'un Comité de crise à Bujumbura

Rwanda

- 1 janvier : Le Rwanda siège au Conseil de sécurité de l'ONU parmi les 8 membres non-permanents
- 5 janvier : investiture du président Habyarimana et report de la mise en place du gouvernement à base élargie et de la nouvelle Assemblée nationale prévus par les accords d'Arusha
- 16 janvier : meeting du MRND au stade régional de Nyamirambo avec le MDR-Power et le PL-Mugenzi
- janvier : publication du rapport *Arming Rwanda* par Human Rights Watch
- 8 février : "expédition punitive" du FPR sur Gisenyi et Ruhengeri
- 21 février : assassinat du ministre Félicien Gatabazi (PSD)
- 23 février : assassinat de Martin Bucyana, président de la CDR, lynché par la population de Mbazi (Butare) en représailles après l'assassinat du ministre Gatabazi ; des affrontements nocturnes font ensuite 37 morts à Kigali
- 18 mars : présentation par F. Twagiramungu d'une liste de membres du gouvernement acceptée par tous les partis concernés et présentation le lendemain de la "dernière liste" des membres désignés de l'Assemblée nationale de transition
- 25 mars : nouveau report de la mise en place des institutions de transition

- 28 mars : nouveau report de la mise en place des institutions de transition du fait de l'absence du président Habyarimana et d'une quinzaine de députés
- 29 mars : réunion à l'État-major des FAR (G3) pour préparer "le plan de l'autodéfense populaire dont l'ossature est constituée par les militaires qui logent à l'extérieur des camps" avec la préfecture de Kigali. L'objectif est "la défense des quartiers, la recherche et la neutralisation des infiltrés". Dans les autres communes, "il est suggéré d'instruire la population sur le maniement des armes traditionnelles (épées, lances, machettes, arcs et flèches) étant donnée l'insuffisance des armes à feu disponibles" (lettre au ministre de la Défense du 30/3).
- 31 mars : assassinat d'Alphonse Ingabire, "commandant" de la CDR à Kigali
- 4 avril : mise en garde des Nations unies qui menacent de retirer la MINUAR en l'absence de progrès dans la mise en place des institutions de transition

Mercredi 6 avril : renouvellement pour 3 mois du mandat de la MINUAR et décision de la CIVPOL (police de l'ONU) d'organiser le lendemain une fouille systématique du quartier de Nyakabanda pour récupérer les armes circulant parmi la population. Sommet régional consacré aux crises burundaise et rwandaise à Dar-es-Salaam avec les présidents Arap Moï, Habyarimana, Museveni, Mwindi, Ntaryamira (le président Mobutu et ne s'y est finalement pas rendu). L'avion transportant les présidents rwandais et burundais est abattu au retour lors de l'atterrissage à Kanombe vers 20 h. 15. Parmi les victimes figurent : les présidents Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, le général-major Déogratias Nsabimana, chef d'État-Major des Forces armées rwandaises, le colonel Élie Sagatwa, secrétaire personnel et beau-frère du Président, le major Thaddée Bagaragaza, Juvénal Renzaho, ambassadeur et conseiller à la Présidence, Emmanuel Akingeneye, médecin personnel du Président, les ministres burundais Cyriaque Simbizi et Bernard Ciza, les trois membres français de l'équipage : le major Jacky Héraud, le colonel Jean-Pierre Minaberry et l'adjudant-chef Jean-Marie Perrinne, mécanicien de bord. Des barrages sont établis à Kigali par la Garde présidentielle dans l'heure qui suit l'attentat.

2. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

(d'autres éléments de bibliographie relatifs à la période pré-coloniale se trouve à la fin de l'annexe 1)

- ADL, *Rapport sur les droits de l'homme au Rwanda, septembre 1991-septembre 1992*, Kigali, décembre 1992, 356 p.
- Africa Watch, *Rwanda. Talking Peace and Waging War, Human Rights since the October 1990 Invasion*, vol. IV, issue n° 3, 27/2/1992, Washington, 33 p.
- Amnesty International, *Rwanda. Persecution of Tutsi minority and repression of government critics, 1990-1992*, London, May 1992, 34 p.
- AMSELLE J.L., M'BOKOLO E. (dir.), *Au coeur de l'ethnie*, Paris, La Découverte, 1985, 226 p.
- Avant-Projet de Charte Politique Nationale, *La Relève*, Kigali, n° 154, 28/12/1990, 12 p.
- BANGAMWABO F.X. et alii, *Les relations inter-ethniques au Rwanda à la lumière de l'agression d'octobre 1990. Genèse, soubassements et perspectives*, Ruhengeri, Éd. Universitaires du Rwanda, 1991, 352 p.
- BARAHINYURA S., *Rwanda, 32 ans après la révolution sociale de 1959*, Frankfurt/Main, Éd. Izuba, 1992.
- BARAHINYURA SHYIRAMBERE J., *1973-1988 Le Général-Major Habyarimana, Quinze ans de tyrannie et de tartufferie au Rwanda*, Frankfurt/Main, Éd. Izuba, 1988, 341 p.
- BASOMINGERA A., La participation de la population à l'administration et à l'exécution des missions de développement des collectivités locales au Rwanda, *Annuaire du Tiers-Monde*, VIII, 1982-1983, Éd. Nathan, Paris, 1984, pp. 207-223.
- BETTS T.F., "Case study n° 4 : Rwandese (Tutsi) Refugees in Tanzania 1959-1980" in *Spontaneous Settlement of Rural Refugees in Africa : Research Project, Part II : Tanzania*, London, 1981.
- BÉZY F., *Rwanda. Bilan socio-économique d'un régime, 1962-1989*, Louvain-la-Neuve, Institut des pays en développement, 1990.
- BIT, *The settlement of Rwanda Refugees in the Congo and Burundi. A Programme of Integration and Zonal Development*, Genève, 1967, 70 p.
- BÖHNING W.R., *Séminaire conjoint CEPGL/BIT relatif à la libre circulation des personnes*, Gisenyi, Rwanda, 5-7 septembre 1984, BIT, Genève, 1984, 28 p. et 20 p. (texte de la convention du 1/12/1985).
- BRAECKMAN C., *Rwanda. Histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, 1994.
- CHRÉTIEN J.P., MWOROHA E., Les migrations du XXe siècle en Afrique Orientale. Le cas de l'émigration des Banyarwanda et des Barundi vers l'Uganda, *Les migrations internationales de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, pp. 643-680.
- CHRÉTIEN J.-P., Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi, in *Au coeur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*, (sous la direction de J.-L. Amselle et E. M'bokolo), Éd. La Découverte, Paris, 1985, pp. 129-165.
- CHRÉTIEN J.P., LE JEUNE G., Élections et sociologie politique. Note sur les élections législatives de 1981 et 1982 au Rwanda et au Burundi, *Revue Tiers-Monde*, PUF, 106, 1986, pp. 331-338.
- CHRÉTIEN J.-P., G. PRUNIER G. (éds.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989, 439 p.
- CHRÉTIEN J.-P., "'Presse libre' et propagande raciste au Rwanda. Kangura et les "10 commandements du Hutu", Paris, *Politique Africaine*, n° 42, juin 1991, pp. 109-120.
- CHRÉTIEN J.-P., "La crise politique rwandaise", *Genève-Afrique*, Genève, vol. XXX, n° 2, 1992.

- CHRÉTIEN J.-P. (dir.), *Rwanda. Les médias du génocide*, Reporters sans frontières/Karthala, Paris, 1995.
- Collectif, Le problème de la domination étatique au Rwanda. Histoire et économie, *Les Cahiers d'Etudes Africaines*, numéro spécial, 53, XIV, 1, 1974, 191 p.
- Collectif, *Les retombées de la famine dans les préfectures de Butare et de Gikongoro*, Éditions du Bureau Social Urbain - Caritas, Kigali, janvier 1990, 26 p.
- Commission Justice et Paix, *Rapport de la mission Rwanda*, Bruxelles, février 1992, 23 p.
- Conférence épiscopale sous-régionale, *Conclusions et recommandations de la Conférence des évêques sur le rôle de l'Église dans la sous-région du Burundi, Rwanda, Uganda et Zaïre*, Bujumbura, 2 octobre 1991.
- COOPIBO/FOS/NCOS/VREDESEILANDEN, *Le Rwanda, et maintenant ?*, Bruxelles/Leuven, décembre 1991, 53 p.
- Diocèse de Kabgayi, *Convertissons-nous pour vivre ensemble dans la paix*, Gitarama, décembre 1991, 40 p.
- Droits de l'homme An 1, Rwanda, Rapport 91, *Regards Africains*, VIII-IX, n° 19, 1991.
- ELIAS M., HELBIG D., "Deux mille collines pour les petits et les grands, radioscopie des stéréotypes hutu et tutsi au Burundi et au Rwanda", in *Politique africaine*, n° 42, 1991.
- FIDH, Human Rights Watch, UIDH, CIDPDD, *Rapport de la Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda depuis le 1er octobre 1990 (7-21 janvier 1993)*, mars 1993, 99 p.
- GAPANGWA NTEZIRYAYO J. (Mgr), "Les problèmes des émigrés et des réfugiés dans la sous-région des Grands Lacs", *Au coeur de l'Afrique*, janvier 1992, p. 31-37.
- GILLET É., JADOUL A., *Rapport de missions effectuées au Rwanda du 9 au 17 janvier et du 2 au 5 février 1992*, Bruxelles, 64 p.
- GILLET É., *Rapport de mission au Rwanda, 12-20 août 1991 (projet d'assistance judiciaire aux prisonniers politiques rwandais)*, octobre 1991, 49 p.
- HANSSSEN A., *Le désenchantement de la coopération. Enquête au pays des mille coopérants*, Paris, Éd. L'Harmattan, 1989.
- HARROY J.P., *Rwanda*, Hayez-Bruxelles, Académie des Sciences d'Outre-Mer, Paris, 1984, 512 p.
- HELBIG D., Le Rwanda entre guerre civile et réformes politiques, *Le Monde Diplomatique*, Paris, novembre 1990, p. 20.
- ISANGANO, L'hypothèque rwandaise, *Bulletin de liaison*, Bruxelles, n° 3, décembre 1989, 46 p. et annexes.
- KAGAME A., Un abrégé de l'histoire du Rwanda de 1853 à 1972, Butare, Éditions Universitaires du Rwanda, 1975, 543 p.
- La révolution rwandaise. 30 ans après, *Revue Dialogue*, Kigali, novembre 1989.
- La révolution rwandaise. 30 ans après, *Revue Dialogue*, Kigali, novembre 1989.
- LACGER (de) L., *Ruanda*, Kabgayi, 1961, 729 p.
- LEMARCHAND R., *Rwanda and Burundi*, London, Pall Mall Press, 1970, 562 p.
- LINDEN I., *Church and Revolution in Rwanda*, Manchester University Press, 1977, 304 p.
- MAQUET J.-J., La participation de la classe paysanne au mouvement d'indépendance du Rwanda, *Les Cahiers d'Études Africaines*, 1964, 4, 4, pp. 552-568.
- MATHIAS M.L.A., L'émigration du Ruanda-Urundi vers l'Uganda, *Bulletin des Séances de l'IRCB*, Bruxelles, 1952, 22, 4, pp. 1015-1022.
- MUSABYIMANA G., *Les années fatidiques pour le Rwanda. Coup d'oeil sur les préparatifs intensifs de la "Guerre d'Octobre" 1986-1990*, Kigali, Éd. Koroha, mai 1993.

- MVUYEKURE A., Idéologie missionnaire et classification ethnique en Afrique centrale, in *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989, pp. 314-324.
- NAHIMANA Ferdinand, *Rwanda, l'émergence d'un État*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- NDAGIJIMANA F., *L'Afrique face à ses défis : le problème des réfugiés rwandais. Contribution à la recherche d'une solution définitive*, Genève, Éd. Arunga, 1990.
- NEWBURY C., *The cohesion of oppression. Clientship and ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, New-York, Columbia University Press, 1988.
- NSANZUWERA F.X., *La magistrature rwandaise dans l'état du pouvoir exécutif. La peur et le silence complices de l'arbitraire*, Kigali, novembre 1993.
- NTIBAZONKIZA R., *Au royaume des seigneurs de la lance*, Bruxelles, ASBL, 1993.
- Observatoire permanent de la coopération française, *La politique de la France au Rwanda (1973-1994)*, Paris, août 1994, 170 p.
- OGD, "Rwanda : un trafic sous haute protection", *La Dépêche internationale des drogues*, n° 27, janvier 1994, p. 1-3.
- PEETERS A., WILLAME J.C., "Rwanda, miroir brisé", *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, décembre 1990, pp. 53-66.
- République rwandaise, Commission spéciale sur les problèmes des émigrés rwandais, *Le Rwanda et le problème de ses réfugiés. Contexte historique, analyse et voies de solution*, Kigali, mai 1990, 157 p.
- République rwandaise, *Déclaration rwandaise en prévision de la Conférence sous-régionale sur les réfugiés rwandais*, Kigali, 15 février 1991.
- République rwandaise, *Livre blanc sur l'agression armée dont le Rwanda a été victime à partir du 1er octobre 1990*, Kigali, 1991.
- République rwandaise, Présidence de la République, Commission Spéciale sur les problèmes des émigrés rwandais, *Le Rwanda et le problème de ses réfugiés. Contexte historique, analyse et voies de solution*, Kigali, mai 1990, 157 p.
- République rwandaise, Présidence de la République, *Discours du Général-Major Juvénal Habyarimana, Président de la République rwandaise devant la 27e Session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, à Abuja (Nigeria), le 4 juin 1991*, Kigali.
- République rwandaise, Présidence de la République, *Discours du Général-Major Juvénal Habyarimana à l'occasion du 29e anniversaire de l'accès à l'Indépendance nationale, 1er juillet 1991*, Kigali.
- République rwandaise, Présidence de la République, *Discours du Général-Major Juvénal Habyarimana devant l'Assemblée Nationale à l'occasion de la transmission de deux projets d'amnistie le 30 septembre 1991*, Kigali.
- République rwandaise/République d'Uganda, Comité ministériel conjoint rwando-ougandais sur le problème des réfugiés rwandais vivant en Uganda, *Procès verbal des réunions du 15/17 février 1989 et suivantes*, Kigali/Kampala, 1989/1990.
- REYNTJENS F., "Burundi 1972-1988", *Les Cahiers du CEDAF*, 5, Bruxelles, 1990.
- REYNTJENS F., *L'Afrique des Grands Lacs en crise, Rwanda, Burundi : 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994, 326 p.
- ROSSEL H., "Le Rwanda et le Burundi", *Genève-Afrique*, vol. XXX, n° 2, 1992.
- ROSSEL H., L'éternelle question des "réfugiés" en Afrique orientale, *Urafiki Tanzania*, Paris, n° 46, oct.-déc. 1990, pp. 18-22.
- RUSATIRA L. (Colonel), *La guerre des faibles, réflexion sur la guérilla*, Kigali, Printer Set, 1989, 143 p.
- Rwanda, le jeu belge, *Défis Sud*, Bruxelles, janvier 1991, pp. 18-27.

- Rwanda, un millier de collines, une poignée de solutions, *Le Courrier ACP-CEE*, Bruxelles, n° 105, sept.-oct. 1987.
- Rwanda. *Médias de la haine*, Reporters sans frontières, Paris, novembre 1994.
- SCHÜRINGS H., *Rwandische Zivilisation und christlich-koloniale Herrschaft*, Verlag für Interkulturelle Kommunikation, Frankfurt, 1992, 460 p.
- SMYTH F., *Arming Rwanda*, Human Rights Watch, New York, janvier 1994, 39 p.
- UNDP, *UNDP and the Rwanda crisis*, New York, September 1994.
- Université nationale du Rwanda, *Les relations interethniques au Rwanda à la lumière de l'agression d'octobre 1990. Genèse, soubassements et perspectives*, Ruhengeri, Éd. Universitaires du Rwanda, 1991, 352 p.
- US Committee for Refugees, *Refugees in Uganda and Rwanda : The Banyarwandan Tragedy*, Washington DC, 1983.
- UWIZEYIMANA L., L'équilibre ethnique et régional dans l'emploi, *Dialogue*, Kigali, n° 146, mai-juin 1991, pp. 15-31.
- VIDAL C., Colonisation et décolonisation du Rwanda : la question tutsi-hutu, *Revue française d'Études Politiques Africaines*, 1973, pp. 32-47.
- VIDAL C., Situations ethniques au Rwanda, in *Au Coeur de l'ethnie*, (sous la direction de J.-L. Amselle et E. M'bokolo), Paris, Ed. La Découverte, 1985, pp. 167-184.
- VIDAL C., *Sociologie des passions (Côte d'Ivoire, Rwanda)*, Paris, Karthala, 1991, 181 p.
- WATSON C., Exile from Rwanda : Background to an Invasion, *Issue Paper*, The US Committee for Refugees, February 1991, 20 p.
- WILLAME J.C., "La panne rwandaise", *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, XII, 1990, pp. 59-66.
- WILLAME J.C., Affaires Étrangères, étranges affaires, Bruxelles, *La Revue Nouvelle*, IX, 1991.
- World Bank, *Rwanda. The Role of the Communes in Socio-Economic Development*, Washington, 1987, 86 p.